

AKTUELL

TRIPARTITE

Entre apaisement et tensions persistantes

Fabien Grasser

La première tripartite de l'ère Frieden s'est ouverte ce mardi 2 juin. Les discussions, apaisées le premier jour, ont pris un tour plus vif dès le lendemain avec l'épineuse question du salaire social minimum, que les syndicats veulent voir davantage revalorisé.

Lorsque, entre deux portes, on l'interroge sur l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée cette première journée de négociation tripartite, Michel Reckinger se fend d'un large sourire : « On discute... Au moins, ils sont de retour autour de la table. » La pique du président de l'UEL vise évidemment l'OGBL et le LCGB. Les deux organisations, coalisées en Union des syndicats, avaient déserté les réunions tripartites ces derniers mois, en accusant gouvernement et patronat de torpiller le dialogue social. Quoi qu'il en soit, en cette fin d'après-midi du mardi 2 juin, tout le monde s'accorde sur la formule « bonne et constructive » pour qualifier les discussions du jour. Pendant le point presse qui suit la réunion, l'on voit même le président du LCGB, Patrick Dury, échanger quelques rires avec Marc Lauer, qui remplacera Michel Reckinger à la tête de l'organisation patronale en octobre prochain. Dans le camp syndical, on fait le constat d'un patronat bien moins « agressif » que ces derniers mois. Chaque partie veut faire preuve de bonne volonté.

Mardi, face à la presse, Luc Frieden certifie que les partenaires sociaux s'écourent avec respect et salue l'esprit positif de la première tripartite qu'il préside depuis son arrivée au pouvoir. Le premier ministre rappelle que la convocation de cet instrument de crise vise à s'accorder sur les mesures pour contrer la hausse des prix de l'énergie et l'inflation qu'elle entraîne, depuis l'attaque israélo-américaine contre l'Iran. « Notre but est de protéger les gens et nos entreprises de l'augmentation des prix de l'énergie », martèle-t-il, confirmant que les questions du pouvoir d'achat et de la compétitivité sont centrales. Dans le même temps, dans un évident souci d'apaisement, il affirme que les partenaires sociaux sont dans leur rôle en présentant des revendications dépassant la seule question de l'énergie. Le ton change sensiblement le lendemain.

Les discussions sont restées « constructives », mais elles ont été « difficiles », reconnaît Luc Frieden à l'issue du second round de négociations au château de Senningen. L'ordre du jour a été élargi aux questions du logement et du salaire social minimum (SSM), ce que le patronat juge toujours hors sujet.

Mais l'Union des syndicats a insisté, comme le laissait entendre le « Paquet compétitivité et dialogue social » qu'elle a présenté en amont de la tripartite. « Il doit se passer quelque chose au niveau du salaire minimum », a appuyé Patrick Dury le matin même sur RTL. Les syndicats revendiquent une hausse de 300 euros, contre 170 accordés par le gouvernement, ce à quoi s'oppose farouchement le patronat. Mais pour le président du LCGB, la question du SSM « ne constitue plus une ligne rouge pour les syndicats », rejoignant ainsi son homologue de l'OGBL, Nora Back, pour qui « il ne sert à rien de venir négocier si l'on n'est pas prêt à faire des concessions ». Autrement dit, la hausse est nécessaire, mais elle peut être aménagée. Mercredi soir, Luc Frieden a promis de faire de nouvelles propositions sur le SSM.

Les délégations filent à l'anglaise

L'index constitue un autre point de friction important, et les dernières projections de l'inflation, livrées mercredi matin par le Statec, augurent le déclenchement d'une nouvelle tranche d'indexation des salaires avant la fin de l'année. Le scénario d'un conflit court au Moyen-Orient étant dépassé, l'inflation devrait bondir dans les mois à venir. Le patronat affirme que les entreprises ne pourront pas absorber le choc d'une seconde indexation cette année, après celle déjà entrée en vigueur en ce mois de juin. Si l'UEL se garde de remettre en cause le principe même de l'index, elle demande néanmoins des compensations étatiques et son report de douze mois. Ce que refusent résolument les syndicats, farouchement hostiles au décalage ou à la manipulation de cet outil.

Mais nul fétichisme, et tout un chacun – gouvernement, syndicats et patronat – s'accorde à dire que l'idéal serait d'éviter la survenue d'un second index en moins d'un an. Pour cela, il faut agir sur les prix de l'énergie, tant en direction des ménages que des entreprises, et c'est le principal défi que Luc Frieden a fixé à cette tripartite. Pour avancer, le chef du gouvernement a bousculé l'agenda, convoquant une réunion non planifiée ce jeudi 4 juin, avant d'autres rendez-vous prévus la semaine prochaine.

Le premier ministre reste confiant sur l'issue de la tripartite, quand bien même l'ambiance s'est rafraîchie dès le second jour des négociations. Mercredi, à l'issue de la réunion, les délégations de l'Union des syndicats et de l'UEL ont filé sans faire de déclaration à la presse. Pas même entre deux portes.

SHORT NEWS

Droit du travail dans le monde : de mal en pis

(fg) – Le droit du travail et les droits syndicaux étaient en recul partout dans le monde en 2025, constate la Confédération syndicale internationale (CSI), dans la treizième édition de son « Indice des droits ». Parmi les indicateurs les plus dégradés, elle pointe une hausse « des violations de la liberté d'expression et de réunion » (dans 50 % des pays), une hausse « des attaques violentes dont sont victimes les travailleurs » ou encore « une augmentation spectaculaire du nombre d'arrestations et de détentions de travailleurs et de leurs représentants ». Les dix pires pays au monde sont l'Argentine, le Bélarus, l'Égypte, l'Équateur, l'Eswatini, le Myanmar, le Nigeria, le Panama, la Tunisie et la Turquie. Les mauvais traitements infligés au monde du travail ne sont cependant pas l'apanage de lointaines dictatures : « En Europe et sur le continent américain, les droits des travailleurs et des travailleuses subissent un recul alarmant. Les deux régions ont enregistré la pire note moyenne par pays depuis le premier indice en 2014. De plus, l'influence grandissante de l'extrême droite menace les travailleurs et les syndicats dans des pays comme l'Argentine et la France, deux des quatre pays dont le classement a baissé. » Le rapport porte sur 169 pays, parmi lesquels ne figure pas le Luxembourg. Mais quand la CSI écrit que « de moins en moins de gouvernements consultent les syndicats de bonne foi avant de modifier les législations du travail ou d'en adopter de nouvelles » cela correspond pleinement à la situation du grand-duché en 2025.

Lebensmittelpolitik scheitere an politischem Willen

(mes) – Der 2019 gegründete Verein „Foodsharing“ äußerte diese Woche scharfe Kritik an der Lebensmittelpolitik der Regierung. Konkret ging es um den nationalen Aktionsplan für ein nachhaltiges Ernährungssystem, den das Landwirtschaftsministerium vergangenen April vorgestellt hatte (woxx 1882). Während die Regierung darin den Fokus jedoch auf unkonkrete Maßnahmen und Sensibilisierungskampagnen für eine gesunde und regionale Ernährung legt, wünscht sich Foodsharing einen anderen Schwerpunkt: In Zeiten sozialer Ungleichheiten, der Klimakrise und von Ressourcenknappheit verändere mehr Wissen allein das Verhalten kaum. Stattdessen forderte der Verein in einer Pressemitteilung vom vergangenen Montag endlich Schritte gegen die Lebensmittelverschwendung, so etwa verpflichtende Preissenkungen kurz vor Ablauf des Mindesthaltbarkeitsdatums oder eine Spendepflicht, wie es sie schon in Frankreich und Tschechien gibt. Denn immer noch wird rund ein Drittel der Lebensmittel weggeworfen und so zu Abfall, der „rund 10 Prozent der globalen Treibhausgasemissionen“ ausmacht – also „dreimal so viel wie der gesamte weltweite Flugverkehr“, so Foodsharing. Die EU-weiten Reduktionsziele, um Lebensmittelverschwendung etwa im Einzelhandel und in Haushalten um 30 Prozent zu verringern, könnte Luxemburg wohl erfüllen. Die Ziele seien jedoch nicht mit den UN-Zielen für eine nachhaltige Entwicklung kompatibel, so der Verein. Den Koalitionsparteien mangle es schlicht an Bewusstsein und politischem Willen: „Die Lösungen existieren längst, aber die Regierung weigert sich, sie umzusetzen.“ Der Aktionsplan sei demnach „nicht nur unambitioniert, sondern verantwortungslos“.

Kannerjugendtelefon: „100 Prozent“ menschlich

(mc) – Angesichts der technologischen und gesellschaftlichen Entwicklung rund um sogenannte künstliche Intelligenz startete das Kanner-Jugendtelefon (KJT) vergangenen Dienstag die Kampagne „100 % menschlich“, um auf den Mehrwert menschlicher Beratung gegenüber KI-gestützten Alternativen aufmerksam zu machen. Urteilsfreies Zuhören, menschliche Präsenz und Nähe sowie eine echte soziale Verbindung stellt das KJT so in den Mittelpunkt. Laut dem im vergangenen Februar veröffentlichten „Bee Secure Radar“-Bericht, der die Internetgewohnheiten von Kindern und jungen Menschen bis 30 Jahren analysiert, nutzen 66 Prozent der Jugendlichen KI-Chatbots „gelegentlich“ und 21 Prozent tun dies „oft“. Dies meist, um persönliche Ratschläge zu Beziehungen oder zur Gesundheit einzuholen (woxx 1874). Die Mehrheit verbringe jedoch lieber Zeit mit Freund*innen als mit KI-Chatbots, so der Bericht. Dies bestätigten auch die Erfahrungen des KJT. „Bist du eine echte Person? Gut so, denn ich möchte mit jemandem sprechen, der Gefühle hat wie ich“, zitiert die Organisation einen Nutzer ihres Angebots in ihrer Pressemitteilung zur neuen Kampagne. Im Jahr 2025 führte das KJT insgesamt 2.171 Gespräche in Luxemburg. Die 110 Freiwilligen sind im Durchschnitt seit 12 bis 15 Jahren engagiert und speziell für die telefonische Beratung sowie für Online- und Chat-Beratung ausgebildet. Das Angebot richtet sich unter der Nummer 116 111 an Kinder, Jugendliche, junge Erwachsene und unter 8002 4444 an Eltern und Familien. Alle Angebote sind unter www.kjt.lu erreichbar.v